

Amnesty International dénonce la stratégie militaire ukrainienne qui met les civils en danger



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 10 août 2022

Source [Le Salon Beige] : Voilà un communiqué qui devrait faire du bruit. Amnesty International a enquêté sur les frappes russes effectuées depuis avril sur les fronts du sud (Mykolaïv) et de l'est, dans l'ensemble du Donbass. Et le constat, publié le 4 août, n'est pas tendre : « *Le fait de se trouver dans une position de défense ne dispense pas l'armée ukrainienne de respecter le droit international humanitaire* », [a ainsi déclaré Agnès Callamard](#), secrétaire générale d'Amnesty.

La rapport précise que des civils ont été mis en danger par l'installation de bases militaires dans des hôpitaux ou des écoles et par l'organisation de contre-attaques depuis des zones où les civils vivent nombreux.

L'organisation précise notamment que des bases ont été installées dans des bâtiments civils dans 19 villes et villages du front concerné, et que des frappes avaient été lancées depuis ces zones résidentielles.

C'est une situation d'autant plus inacceptable que la plupart de ces installations étaient situées à des kilomètres du front, précise l'ONG. D'autres options, qui ne mettraient pas en danger la vie des civils, étaient donc possibles, ajoute-t-elle. Amnesty précise, en outre, qu'aucune consigne d'évacuation des civils n'avait été donnée. Ses demandes d'explication auprès du ministère de la Défense ukrainien sont restées sans réponse.

L'Ukraine a évidemment réagi et le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, cité par *Le Point* (4/8/2022), s'est déclaré indigné par ce constat « *injuste* » et, en bon dialecticien, inverse l'accusation et affirme que l'ONG participe « *à une campagne de désinformation et de propagande* » au service du Kremlin.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

10/08/2022 04:00